

Pertes & profits | Sanofi

Potion amère

par isabelle chaperon

La pilule a du mal à passer. A quelques jours de Choose France, le grand raout versaillais d'Emmanuel Macron visant à promouvoir l'attractivité de la France, Sanofi a annoncé, mercredi 14 mai, son intention d'investir « au moins 20 milliards de dollars [17,8 milliards d'euros] » d'ici à 2030 aux Etats-Unis, à la fois en production et en recherche.

Pour la France, qui mise sur le crédit d'impôt recherche afin de conserver ces activités à haute valeur ajoutée, cela s'apparente à une provocation. Furieux, le sénateur communiste de Seine-Saint-Denis Fabien Gay, rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur les aides publiques aux grandes entreprises, rappelle qu'« *en dix ans, Sanofi a obtenu plus de 1 milliard [d'euros] de crédit impôt recherche* ».

Contrat moral

De son côté, Eric Lombard, le ministre de l'économie, auditionné jeudi 15 mai par cette commission d'enquête, a plutôt cherché à défendre le laboratoire. Tout en déplorant le choix du premier investisseur privé dans l'innovation en France, il a insisté sur le fait que les pays se livrent une compétition féroce afin de relocaliser chez eux l'industrie pharmaceutique, et que lui-même tente de convaincre des industriels chinois de s'implanter dans l'Hexagone. Cette clémence laisse espérer que Sanofi, qui vient d'inaugurer une « *unité d'excellence en R&D* » sur les vaccins à Marcy-l'Etoile (Rhône), prépare d'autres investissements importants en France.

C'est souhaitable car, même si l'actionnariat français représente moins de 20 % de son capital, Sanofi aurait tort d'oublier ce qu'il doit à la France, au-delà des aides publiques. Jean-François Dehecq, proche de Jacques Chirac, a bâti le groupe en rassemblant une collection de petits labos, avec la bénédiction de L'Oréal et des pouvoirs publics. Et quand, en 2004, le suisse Novartis a voulu entraver la fusion entre Sanofi et Aventis, c'est le gouvernement tricolore qui a fait barrage.

Il en découle une forme de contrat moral entre le pays et son champion auquel doit veiller Frédéric Oudéa, le président de Sanofi, avec la ferveur du laborantin face à ses éprouvettes. Car ces liens s'effilochent depuis le départ de M. Dehecq, en 2010. En 2014, le déménagement du patron de Sanofi, Christopher Viehbacher, à Boston (Massachusetts) avait ulcéré Paris. En 2020, Paul Hudson, le directeur général actuel, avait suscité la controverse après une interview à Bloomberg laissant entendre que les Américains bénéficieraient les premiers d'un éventuel vaccin développé par Sanofi contre le Covid-19.

A l'heure où les sirènes américaines ou chinoises donnent de plus en plus de voix, Sanofi est suffisamment puissant pour donner des gages aux uns et aux autres. Mais pas juste « *un morceau de sucre* » pour la France, comme disait Mary Poppins.